

## « L'expert répond 4 », Novembre 2021 Compte-rendu

### GESTION DES DECHETS – LOÏC LEBLEVEC

*En quoi la gestion des déchets peut-elle contribuer  
à la lutte contre le changement climatique ?*



**GÉNÉRATION  
CLIMAT**



**L'expert répond!**  
Avec Loïc Leblevec

En partenariat avec :



**Experts-Solidaires**  
L'EXPERTISE AU SERVICE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



À L'INITIATIVE DE



**FORIM**  
FONDATION POUR LA NATURE ET L'HOMME

**Q4 : la gestion des déchets  
peut-elle contribuer à la lutte  
contre le changement  
climatique ?**

Mardi 23 novembre 2021, 14h-16h

online

Inscription gratuite et obligatoire

## I. PRÉSENTATION

Après les trois premières sessions de « L'expert répond » sur les thèmes de l'agroécologie, la reforestation, puis la gestion de l'eau, la Génération Climat et Experts-Solidaires ont réitéré leur partenariat. Le **mardi 23 novembre 2021**, c'est le thème de **la gestion des déchets** qui a été mis à l'honneur, avec pour intervenant l'expert **Loïc LEBLEVEC**.

### 1. La Génération Climat

La Génération Climat est un programme pour mettre la **jeunesse en action**. L'objectif est de sensibiliser les jeunes aux enjeux du changement climatique et aux inégalités qui en découlent, les inciter à devenir des acteurs de la solidarité et les accompagner dans la définition et la mise en œuvre de projets en France comme à l'international. Conçu par la Fondation pour la Nature et l'Homme et le Forum des Organisations de Solidarité Internationale Issues des Migrations (FORIM), Génération Climat souhaite encourager la citoyenneté et l'« agir ensemble » de notre jeunesse multiculturelle. C'est donc un parcours d'engagement complet, qui va de la réflexion à l'action sur le terrain qui est proposé aux jeunes âgés de 15 à 35 ans et qui propose de nombreuses activités mises en place par un réseau diversifié d'acteurs relais, présents partout en France. En accompagnant les initiatives de la jeunesse, Génération Climat souhaite donner à d'autres l'envie de s'engager à leur tour.

Des **appels à projets** sont régulièrement lancés pour accompagner financièrement les jeunes dans la réalisation de leurs projets.

### 2. L'association Experts-Solidaires

Experts-Solidaires est un réseau associatif d'experts qui appuie des **projets de solidarité internationale** dans les domaines de l'accès à l'eau potable, l'assainissement, l'énergie, la sécurité alimentaire ou encore la gestion des déchets et l'urbanisme.

Notre réseau d'experts permet à des collectivités, des communautés, des associations ou des coopératives locales d'avoir accès à des avis et conseils de qualité sur des questions techniques. Outre les experts, les salariés de l'association fournissent un appui managérial et financier (recherche de financements) pour ces projets. C'est ainsi qu'Experts-Solidaires appuie l'élaboration et la mise en œuvre de projets de solidarité pour des populations en situation de précarité.

Actuellement, Experts-Solidaires soutient une vingtaine de projets par an, principalement en Afrique de l'Ouest, Maroc, Madagascar et en Palestine.

### 3. Le partenariat Génération Climat & Experts-Solidaires

Cet échange est issu d'un partenariat entre Experts-Solidaires et Génération Climat. Nous souhaitons sensibiliser et **accompagner les jeunes** dans la définition et la mise en œuvre de projets en France ou à l'international dans les différents domaines liés au développement durable et à la coopération internationale.

C'est dans cet esprit que notre partenariat met à disposition les **compétences d'experts au profit de ceux qui souhaitent s'engager**. Ainsi, nous proposons des temps d'échange avec un expert sénior, afin d'apporter des éléments de réponse aux questions d'orientation de la nouvelle génération.

### 4. L'expert solidaire : Loïc LEBLEVEC

Loïc Leblevec est 1er adjoint chargé de l'urbanisme et de l'environnement à Saint Drézéry, une petite commune de 2 300 habitants, située dans le département de l'Hérault. Il est également directeur de projet dans un bureau d'études spécialisé dans le domaine de l'environnement, et plus particulièrement celui des déchets.

Son expérience dans ce domaine est large puisqu'il a occupé plusieurs postes à responsabilités, en commençant comme ingénieur d'affaire des SOGEA pour la construction d'usines de traitement d'ordures ménagères, puis directeur de l'Agence des déchets industriels de Veolia à Nîmes, responsable du développement des plateformes de compostage de VEOLIA sur l'Occitanie. Actuellement, et cela depuis 14 ans, il est directeur de projet chez Elcimaï Environnement (anciennement GIRUS).

## II. L'ANALYSE DE L'EXPERT

### INTRODUCTION

L'environnement et les déchets sont deux thèmes fortement corrélés.

En effet, si personne n'y prend garde, les déchets contribuent fortement à l'accroissement de la pollution de l'air, ou à une pollution plus insidieuse telle que la pollution des sols, des nappes phréatiques et ont des conséquences catastrophiques au niveau environnemental.

Par ailleurs, les déchets ont autant d'impacts sur de la santé : les indicateurs de santé publique démontrent y a des effets directs entre certaines maladies (respiratoires, cardio-vasculaires, autres...) et la qualité de l'air et/ou de l'eau.

Avec 1,6 milliard de tonnes équivalent carbone, cette problématique déchets concerne tous les pays (industrialisés ou en voie de développement), elle existe pour chacune de nos sociétés et de nos environnements. En revanche, les caractéristiques de chaque pays posent la question des déchets de manière différente. Si l'objectif est bien d'aller vers une meilleure gestion des déchets, protectrice de l'environnement et de la population, la diversité des situations nécessite une réflexion sur la constitution d'un « modèle de gestion des déchets ». Les diverses configurations des acteurs, les sensibilisations aux déchets et à l'environnement très hétérogènes, les modes de vie et les habitudes différents, doivent être pris en compte dans la réflexion autour de cette question.

Ainsi, dans une perspective de lutte contre le changement climatique, la gestion des déchets doit dans un premier temps, être analysée dans son hétérogénéité des structures existantes (**Partie 1**). Les différences structurelles de la gestion des déchets ne sont en revanche pas les seuls éléments qui questionnent la possibilité d'un « modèle de gestion des déchets. Une gestion des déchets se base en grande partie sur une population sensibilisée, motivée, participative. Ainsi, toute une sociologie favorable à une meilleure gestion des déchets semble être un critère crucial (**Partie 2**). De cela, des solutions techniques viennent répondre aux besoins spécifiques de chaque territoire (**Partie 3**).

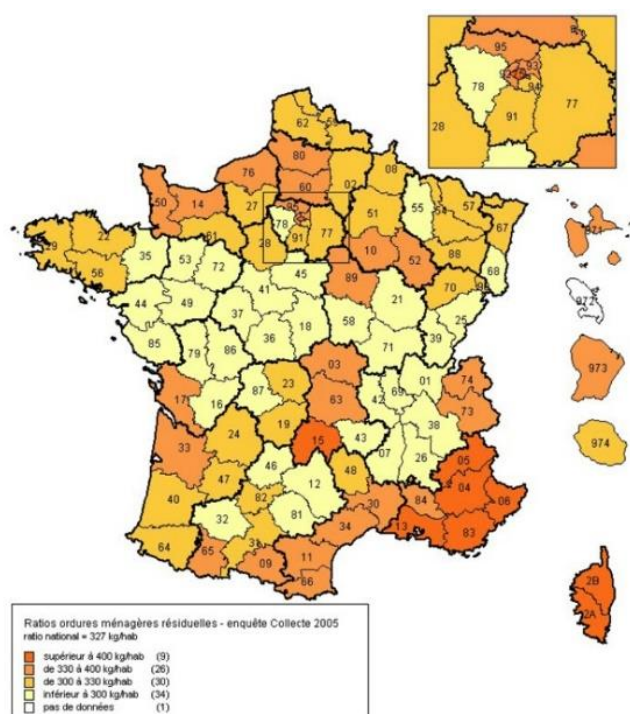
### 1. LES DIFFERENCES STRUCTURELLES

Il y a des différences importantes à toutes les échelles.

#### A. La gestion des déchets en France

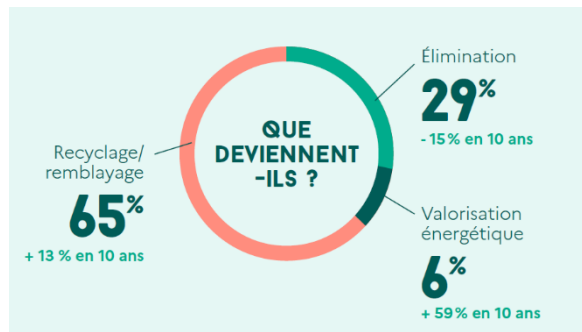
En France, il existe des disparités régionales fortes. En regardant la carte ci-contre présentant le ratio ordures ménagères résiduelles par kg/hab, on constate des différences entre le Nord et le Sud. La côte d'Azur et la Corse génèrent beaucoup plus de déchets que dans d'autres départements plus ruraux.

Cela témoigne d'une relation directe entre le mode de vie et la production de déchets, même dans un



pays unifié comme la France où les règles sont censées être les mêmes pour tous les territoires.

Par ailleurs, depuis ces trente dernières années, des améliorations ont été réalisées pour diminuer la production de déchets mais surtout pour mieux les prendre en compte et mieux les valoriser. Des changements s'opèrent puisque des installations ont été fermées et d'autres interdites (incinérateurs, décharges) pour le bien de l'environnement.



Selon ce graphique, on peut noter qu'aujourd'hui le taux de recyclage est beaucoup plus élevé que le taux d'élimination ; les ratios étaient inversés il y a une trentaine d'années. Cela signifie que l'on a une meilleure gestion des déchets, à la fois en amont (le tri) et en aval (la valorisation).

Bien qu'il y ait encore beaucoup de choses à entreprendre, on est sur la bonne voie.

### B. Des disparités de gestion des déchets entre la métropole et les territoires d'outre-mer

Qui dit gestion des déchets dit organisation qui s'en occupe, qui le finance et qui le gère. Aujourd'hui en France, les directives sont nationales. Le gouvernement dicte les directives environnementales et les obligations de traiter et trier les déchets.

L'ADEM est un organisme qui aide et accompagne la mise en œuvre des politiques des déchets. Comme l'ADAEM, les régions jouent un rôle majeur : elles reprennent les directives nationales à travers des plans régionaux d'organisation de la collecte des déchets.

Ce plan tient compte des différents territoires, mais ce sont les communes ou les communautés de communes, ou communautés d'agglomération, qui ont la compétence de mettre en place la collecte, le tri, la valorisation, le transport, tout ce qui touche au volet communication, ainsi que la responsabilité de trouver des financements. L'efficacité de cette organisation structurelle tient donc en grande partie de la motivation des élus, de leur investissement dans la communication et la sensibilisation autour de ce sujet.

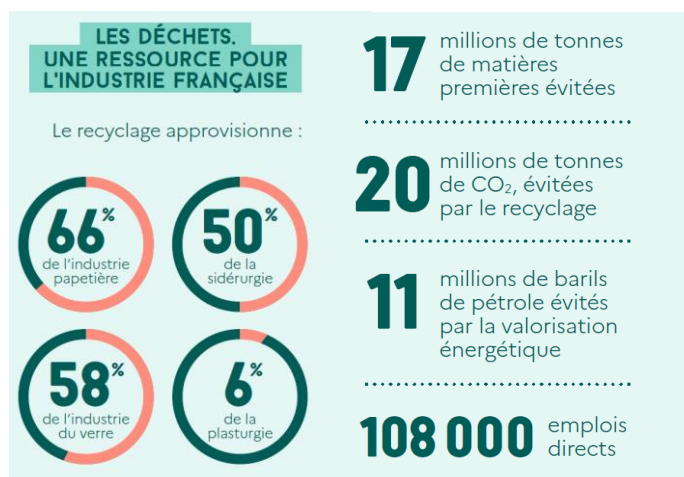
D'autre part, si l'on regarde les chiffres ci-contre, on s'aperçoit que le recyclage est aujourd'hui une véritable ressource pour l'industrie française grâce à la valorisation des matières premières (papier, acier, verre et la plastique).

Tout ça représente des millions de tonnes de matières premières brûlés en moins, une diminution de la production de CO2 grâce au recyclage, des hydrocarbures économisés mais aussi des emplois créés.

La Guadeloupe, bien qu'étant un département français, est un exemple de territoire en difficulté sur la question des déchets. 370 000 tonnes de déchets sont traitées mais 69% des déchets vont en décharge contre 13% des déchets qui sont effectivement valorisés sur le territoire. Les dépôts sauvages sont courants, ce qui révèle qu'aujourd'hui encore, la gestion des déchets en Guadeloupe est plutôt défailante.

En revanche, en 2020, la Guadeloupe a adopté son plan régional de prévention et de gestion des déchets qui révèle des objectifs très ambitieux :

- Réduire de **10%** la production de déchets ménagers et assimilés entre 2012 et 2026
- Réduire de **50%** la production d'ordures ménagères résiduelles en **2032** : c'est peut-être l'objectif le plus ambitieux car



il nécessite un investissement conséquent sur le tri en amont pour réduire la quantité d'ordure ménagère allant à la décharge.

- Limiter drastiquement l'enfouissement (- **91 %** en poids) et orienter **68 %** les déchets vers des filières de recyclage et de valorisation matière, et **21%** vers de la valorisation énergétique
- Favoriser l'économie dite circulaire pour faire de nos déchets **une ressource créatrice** de valeur ajoutée et d'emplois locaux.

### C. Des différences aussi constatées à l'échelle mondiale

A l'échelle mondiale, une forte inégalité de la gestion des déchets est également présente, notamment entre les pays du Nord et les pays du Sud. Les pays fortement industrialisés ont par exemple une production de déchets beaucoup plus importante.

Outre ces différences internationales connues, il est nécessaire de recontextualiser la question des déchets au regard des modes de vie des populations. Il faut prendre en compte la façon de vivre de chaque population dans son contexte. On ne vit pas du tout pareil quand on vit en Afrique qu'en Amérique

## 2. ASPECTS SOCIOLOGIQUES DE LA GESTION DES DECHETS

### A. La sensibilisation

Les aspects sociaux, historiques et économiques sont à prendre en compte pour chaque projet de gestion des déchets et un dispositif de sensibilisation doit être mis en place pour toucher la population sur la question du tri, des déchets et de l'environnement. Une population pas toujours informée de la dangerosité des déchets est un facteur qui peut rendre plus complexe une bonne gestion des déchets.

Il y a 40 ans en France, on ne triait pas les déchets ; le ramassage journalier des ordures étaient perçus comme un progrès.

Aujourd'hui, la gestion des déchets semble concerner tout le monde ; chacun à titre individuel conçoit avoir une part de responsabilité. A travers cette individualisation et cette responsabilisation, chacun assume plus ou moins son impact sur l'environnement, le changement climatique... Avec comme objectif commun de réduire au maximum les déchets (notion de prévention) et les utiliser comme une ressource locale sur chaque territoire (ne pas les faire voyager). C'est la tendance actuelle qu'il faut poursuivre.

La gestion des déchets est une chaîne complexe de multiples acteurs et étapes. Le rôle de la commune est bien évidemment crucial notamment pour veiller à ce que tous les maillons de la chaîne soient bien dimensionnés et organisés. Elle a donc un rôle de sensibilisation auprès de la population comme moyen d'organiser la base de la gestion des déchets.

Les deux piliers sur lesquels repose la sensibilisation autour de la gestion des déchets :

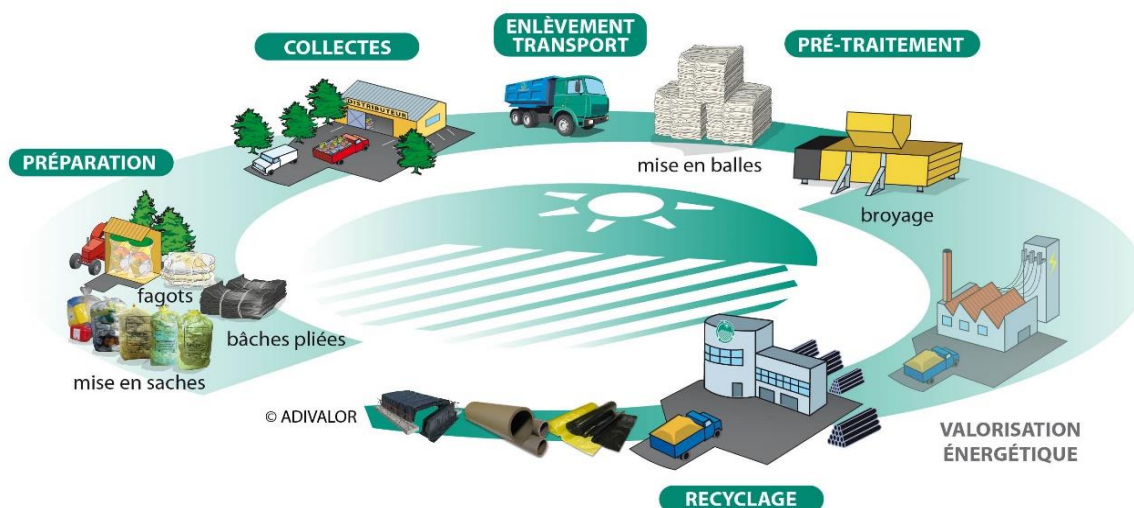
- 1. Le tri sélectif** : Le particulier est à la base du tri et en fin de compte de la chaîne de gestion des déchets. Pour permettre un tri efficace, il est nécessaire de sensibiliser la population d'une part, mais d'autre part aussi, de mettre à disposition des particuliers des installations de « pré-collecte ».
- 2. Le recyclage** : Le recyclage permet avant tout de diminuer la quantité de déchets, mais il est aussi bénéfique sur de nombreux autres points que la population peut percevoir : préservation des ressources naturelles, diminution de la pollution, économie d'énergie et d'argent, création d'emplois...

Au Bénin, le projet des Recycleries, porté par l'association Gbobeto<sup>1</sup> et Experts-Solidaires prévoit la mise en place de lieux de recyclage, mais qui s'accompagne d'une sensibilisation notamment auprès des enfants, qui sont un moyen de diffusion des habitudes de tri des déchets. La sensibilisation s'accompagne aussi de l'installation de poubelles de tri, pour avoir une cohérence pratique dans la démarche.

---

<sup>1</sup> [Les activités de Gbobeto](#)





### B. L'accompagnement vers une meilleure gestion des déchets

Sur les territoires les plus modestes, les habitudes et les moyens rendent la situation plus complexe. Il existe des organisations parallèles autour des déchets qui ne relèvent pas d'un service public mais de la population qui vit des déchets. Elle récupère les déchets dans des conditions insalubres, voire dangereuses. Cette économie parallèle autour des déchets est importante dans les pays du sud. Instaurer une gestion des déchets est alors très délicat du fait que cela touche à la vie économique et sociale des personnes vivant des déchets.

Il est nécessaire de trouver le bon équilibre entre nouvelle gestion des déchets et la situation socioéconomique préexistante. Revalorisation du métier de collecteur, chiffonnier, récupérateur, en collaboration entre acteurs publics et travailleurs informels, est un moyen d'avoir une réflexion autour une gestion coordonnée et adapté au territoire, ainsi qu'aux pratiques et habitudes des populations.

Toujours avec l'exemple des Recycleries au Bénin : le projet s'inscrit dans une politique nouvelle plus large. Le gouvernement béninois a décidé de mettre en place un service public de ramassage des déchets, mais cette nouvelle organisation ne prévoit pas de place pour les collecteurs (surtout des collectrices) informelles qui vivaient des déchets, souvent dans des situations très précaires.

Quelques lignes qui détaillent les objectifs du projet :

#### **Ramassage et revalorisation des déchets**

- La récolte des déchets rendra les communes de Porto-Novo et Sème-Kpodji plus salubres et moins polluées.
- Les déchets une fois triés peuvent être des matériaux réutilisables ou retransformés.

#### **Réinsertion sociale et économique des populations précaires**

- Création d'emplois à travers cinq regroupements d'ordure ménagères.
- Privilégier les populations précaires qui pratique la collecte non-formelle des déchets pour leur offrir un emploi stable et ainsi soutenir la réinsertion sociale et économique.

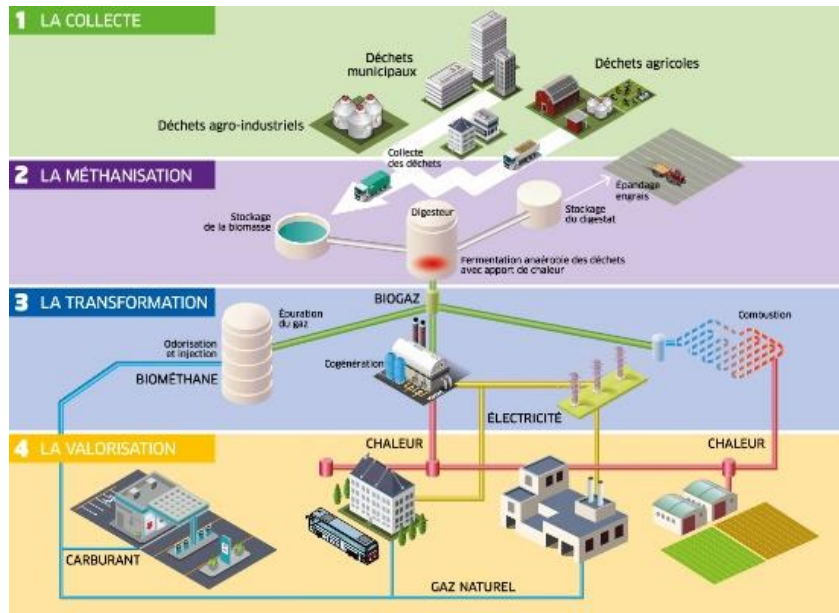
Gbobeto a donc pris l'initiative de réinsérer ces femmes défavorisées, marginalisées dans un réseau formel (matériels et locaux adaptés, emplois plus stables...). Ces collectrices ont une meilleure connaissance du terrain, des habitudes de la population (comme les lieux de dépôt sauvages qui ont été choisis pour les lieux des Recycleries afin de coller au mieux aux habitudes préexistantes.).

### 3. SUR LE PLAN TECHNIQUE

[Gestion des déchets : principes généraux | Ministère de la Transition écologique \(ecologie.gouv.fr\)](https://www.ecologie.gouv.fr/gestion-des-dechets-principes-generaux)

#### A. Comment ça marche ? Un exemple de valorisation par méthanisation

Il existe plusieurs façons de valoriser les déchets, pour des types de déchets différents, des coûts, des besoins en énergie et une complexité technique différents. Cette illustration synthétique présente une filière de revalorisation des déchets possible : la revalorisation par méthanisation. La valorisation des déchets diffère selon les filières et peut vite devenir extrêmement complexe et technique.



La méthanisation se fait à partir de déchets organiques et agricoles (1. La collecte) qui sont transférés vers un digesteur qui, par fermentation va produire un « digestat » qui peut être valorisé en épandage (2. La méthanisation). Le digesteur produit aussi du biogaz (3. La transformation), c'est-à-dire du méthane, qui peut permettre une production, tout d'abord de chaleur, mais aussi électrique par cogénération, combustion, ou par épuration et utilisé directement dans le réseau de gaz (4. La valorisation). L'utilisation du gaz valorisé permet d'une production énergétique locale.

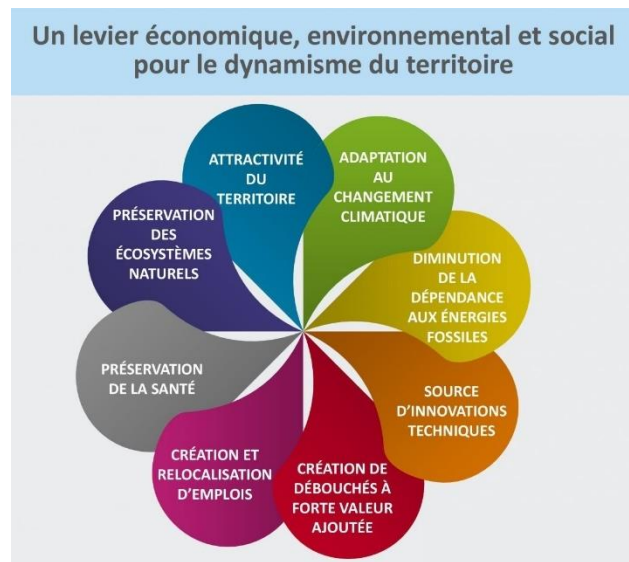
#### B. Les principales filières de valorisation

Il existe entre autres deux grandes familles de valorisation :

- La valorisation locale : le réemploi, le compostage, tri
- La valorisation technique : unité de compostage, centre de tri, unité de méthanisation, incinérateur, enfouissement...

#### C. Possibles débouchés économiques

La gestion des déchets est une démarche environnementale préservation de l'environnement et de lutte contre le réchauffement climatique, mais aussi dans une perspective socioéconomique, contre la précarité, et pour une meilleure qualité de vie. La logique de l'échelle locale est majeure pour mettre en place une gestion adaptée au territoire.



### III. QUESTIONS, RÉPONSES, ÉCHANGES

*Pensez-vous que le digesta qui sort des usines de méthanisation est bon pour l'épandage agricole. N'y a-t-il pas des risques qu'il y ait du micro plastique ou d'autres types de contamination dedans ?*

On entre dans une partie plus technique mais aussi dans la crainte assez répandue liée à la valorisation des déchets et de la pollution qui en découlerait. Si le cycle de traitement n'est pas respecté, il y a des risques. En prenant l'exemple de la méthanisation, il est nécessaire de s'assurer que la collecte pour la méthanisation ne comprenne pas de déchets toxiques. Si c'est le cas, on peut retrouver des métaux lourds dans les digestas, qui sont dangereux et qu'il ne faut évidemment pas épandre.

Pour éviter cette suspicion de la part de la population face à cette technique nouvelle, il est nécessaire de contrôler les déchets entrant dans les digesteurs ; des erreurs passées marquent la population même si le système de valorisation est performant. C'est alors sur la sensibilisation qu'il faut jouer.

*Quel est le conseil que vous pouvez donner par rapport au milieu culturel pour monter des projets ?*

Les réussites de l'ensemble de la filière dépendent énormément de la participation de chacun, et surtout des particuliers qui produisent les déchets. Plus la sensibilisation est efficace, mieux les déchets sont gérés. Il est donc nécessaire d'impliquer volontairement les populations, ce qui peut se faire grâce à des relais locaux proches de la population, mais aussi et surtout à travers les écoles. Le volet de sensibilisation et de communication est fondamental, et il n'est jamais le même en fonction du territoire et des populations.

*Les déchets triés sont-ils tous « remélangés » dans les décharges ?*

Heureusement que ce n'est pas le cas ! Il peut y avoir des erreurs de poubelles, mais elles ont un impact fort sur la défiance vis-à-vis de la gestion des déchets. Par exemple, ces dernières peuvent démoraliser la population qui fournit des efforts là-dessus. C'est pourquoi il y a aussi une nécessité de communiquer en retour, et de mettre en avant les bienfaits et conséquences positives du tri sur l'environnement.

*Dans certains pays, il existe des systèmes de d'incitation financière envers les populations qui trient leurs déchets. Par exemple, ces derniers peuvent permettre de financer les études de leurs enfants, pensez-vous que ce soit pertinent ?*

Il existe aussi ce genre de système en France. En illustration, on peut prendre le système de consigne, ou bien celui de la tarification incitative qui se base sur le principe suivant : plus les gens trient, moins ils payent. C'est un levier qui encourage financièrement en « redistribuant » le cout du tri, donc un moyen de sensibilisation. Il est plus ou moins efficace, cela dépend des populations visées et du contexte.